

L'USINE ET L'ÉCOLE

Antonio Lettieri

Les Temps modernes, Août-septembre 1971, n°301-302, pages 181 à 197.¹

- Extraits -

[...]

L'élimination de la cotation par poste

[...]

Le système de classification, expression d'un rapport de forces

[...]

Qualification et organisation du travail

[...]

L'usine et l'école

[...]

Le capitalisme d'aujourd'hui ne refuse pas, en fait, le droit à l'école ; ce qu'il refuse, c'est de changer la fonction sociale de l'école.

L'exemple des États-Unis apporte une illustration très claire de ce refus. L'école y est devenue un élément important de l'hypertrophie du secteur tertiaire, typique d'une société marquée par le gaspillage et la stérilisation des énergies productives. L'école n'est plus un libre choix, un moment du développement individuel et collectif. Elle est imposée à la jeunesse à qui on n'offre d'autre choix que le chômage (ou l'armée).

L'école, comme le montre l'analyse de certains sociologues américains, est un moyen pour retarder l'entrée de la majorité des jeunes dans le monde des adultes et du travail. A travers l'école, des millions de jeunes sont contraints au travail improductif dont Baran et Sweezy pensent qu'il est indispensable pour faire face au surplus qui menace d'asphyxier le système américain. En 1965, 52,1 % des jeunes de 17 à 24 ans étaient étudiants, militaires ou chômeurs, et 37,4 % étaient à l'université².

Il s'agit là d'un des aspects les plus catastrophiques de la société capitaliste la plus développée. Pour la majorité des jeunes de 18 à 24 ans, l'école est le seul moyen d'échapper à l'armée ou au chômage. Dans les cinq dernières années, la situation s'est considérablement aggravée. A la fin de 1970, le nombre de chômeurs a dépassé les 6 % de la population active et près de 18 % des jeunes n'avaient pu trouver leur premier emploi. L'école est ainsi devenue une institution dont la fonction est d'absorber la force de travail excédentaire, de stériliser les énergies productives que le système capitaliste ne pourrait pas utiliser. Selon le comité des conseillers économiques du président des États-Unis, les jeunes maintenus en dehors de la production perdent ainsi un revenu de l'ordre de trente milliards de dollars par an. Les études représentent ainsi un travail improductif forcé non payé. C'est une des formes les plus souples et en même temps les plus aliénantes de l'exploitation.

Ces faits sont significatifs. Tout d'abord, ils montrent l'insuffisance de l'analyse traditionnelle qui se contente de dénoncer la « fonctionnalité » de l'école à la production capitaliste. Ce n'est vrai que dans une certaine phase. Au-delà, l'école devient fonctionnelle à la non-production, au gaspillage, à la séparation des jeunes du monde du travail, de la vie adulte. La déqualification de l'école correspond à cette croissance à la fois monstrueuse et stérile. La suppression des mécanismes de sélection scolaire

¹ Cet article est traduit du n° 49 de *Problemi del Socialismo*, où il a paru sous le titre « *Note su qualifiche, scuola e orari di lavoro* ». L'auteur, qui est l'un des dirigeants de la FIOM-CGIL, y a été responsable de la plate-forme de grève des sidérurgistes, à laquelle il se réfère à plusieurs reprises à propos de l'accord de *l'Italsider*.

² Cf. John et Margaret Rowntree, *La jeunesse comme classe*, in *Revue internationale du Socialisme*, n° 28-29.

n'est plus en contradiction avec les exigences du capitalisme.

L'école peut se contenter de produire des *suralphabétisés* et rien d'autre, comme la société de consommation produit des enfants *survitaminés*. Une part croissante des jeunes qui sortent de l'école n'a d'autre choix que d'y retourner comme enseignants. La sélection des cadres techniques supérieurs n'est plus réalisée dans l'école de masse, mais dans des super-écoles ou des super-universités spéciales, rigoureusement dirigées et contrôlées par les institutions capitalistes qui en ont besoin.

La crise de l'école, dans la société capitaliste d'aujourd'hui, réside moins dans une limitation du *droit aux études* que dans le refus du *droit au travail* : au travail productif et librement choisi. L'école s'ouvre à des masses croissantes de jeunes, mais c'est pour les emprisonner dans ses structures déformées ; elle a en fait une fonction de stabilisation du système.

L'école comme travail improductif forcé

Les études réalisées en Italie sur l'évolution future du rapport école-emploi indiquent des tendances semblables à celles observées aux États-Unis. L'I.S.R.I.L. prévoit pour 1980 un nombre de diplômés très supérieur au nombre des emplois offerts³. Le *Censis*⁴ estime au contraire qu'il y aurait, au moins jusqu'en 1975, un déficit de diplômés ; mais il est significatif, par rapport à ce que nous disions plus haut, que près de 60 % des nouveaux diplômés soient destinés à entrer dans l'enseignement. En d'autres termes, l'école se présente comme la seule industrie capable d'absorber de la main-d'œuvre dans les années qui viennent, soit sous la forme d'étudiants, à qui la perspective d'entrer dans la production s'offre de moins en moins, soit sous la forme de diplômés qui n'ont d'autre choix que de rester dans l'école. (Ce n'est pas par hasard que le « Projet 80 » prévoit pour 1980 environ 1 150 000 enseignants contre 265 000 en 1965). Alors que les offres d'emplois dans l'industrie se stabilisent, les offres d'emploi dans l'enseignement feraient plus que quadrupler en l'espace de quinze ans⁵.

L'école se présente ainsi, du côté des jeunes qui étudient comme du côté des enseignants, comme une soupape de sûreté pour le marché du travail, comme un moyen pour masquer le nombre croissant de chômeurs partiels produits par le développement du capitalisme.

Mais l'aspect essentiel est la séparation institutionnelle de l'école d'avec le monde du travail. Le développement capitaliste de l'école institutionnalise la division entre travail productif et travail improductif ; il tend à stériliser d'immenses énergies physiques et intellectuelles en les séparant de la réalité de la production. L'école devient, en un sens, fonction d'elle-même. Dans ce contexte, la gestion sociale de l'école actuelle, proposée par les forces de gauche, peut être une autre façon de consolider cette fonction séparée et d'avaliser son rôle de stabilisateur capitaliste.

[...]

Le droit à l'école et le droit au travail

[...]

L'horaire de travail et la nouvelle école

[...]

* *
*

³ N. Cacace et M. d'Ambrosio (Isril), *Domanda e offerta di Laureati in Italia*, supplément au n° 2 de *Futuribili*.

⁴ Censis, *Le strutture formative al 1975*, Rome, 1966.

⁵ Voir le rapport de A. Asor Rosa, au congrès, sur *Formation de la force de travail et les débouchés professionnels*, Rome, 29 et 30 mai 1970, ronéotypé.